

Contexte « La protection de l'identité numérique de SYLVIE S par le droit »

Propriétés	Description
Intitulé long	La protection de l'identité numérique de SYLVIE S par le droit
Formation concernée	BTS Services informatiques aux organisations
Matière	Analyse économique, juridique et managériale des services informatiques
Présentation	Sylvie S, coiffeuse, envisage de créer un site Web et une page Facebook pour faire la promotion de son nouveau salon de coiffure. Mais elle s'aperçoit qu'une page Facebook portant son nom et dénigrant son travail existe déjà.
Problématiques abordées	- Quelle différence entre identité et identité numérique ? - Quelle(s) action(s) en justice est (sont) possible(s) en cas d'usurpation d'identité ?
Place dans le programme	- D1.2 La personnalité juridique - D1.3. Les sources du droit (place de la jurisprudence) - D1.4 L'application des règles : l'organisation judiciaire
Notions	- Personnalité juridique, identité numérique - Usurpation d'identité - Organisation judiciaire, justice communautaire
Objectifs pédagogiques	- Exploiter un cas simple pour aborder les notions de base du droit dans le domaine informatique - Placer l'étudiant dans une situation contextualisée et problématisée - Appréhender l'existence d'un droit de l'informatique et en dégager les principes - Caractériser les personnes juridiques et la nécessaire protection de l'identité numérique - Apprécier le rôle de la jurisprudence au sein des sources de droits - Analyser une décision de justice - Identifier les différentes juridictions nationales
Objectifs méthodologiques	- Trier et sélectionner des informations juridiques pertinentes dans une documentation conséquente - Réaliser une 1 ^{ère} analyse de décision de justice
Pré-requis	Aucun sinon les acquis de terminale Cas de découverte pour aborder le thème D1 – Principes fondamentaux du droit et leur application au secteur informatique
Support	Le dossier documentaire se compose de deux parties : - 1 page de mise en situation - 1 page de questionnement - 12 pages de documents
Mots-clés	EDM, BTS SIO, droit, identité numérique, usurpation d'identité
Durée	Environ 4h
Auteur(es)	Robert Spezzatti, Académie de Créteil Relecture : Aurélie Guillon-Drouelle, Académie de Dijon, réseau Certa
Version	v 1.0
Date de publication	Octobre 2012

Conseils préalables

Ce cas n°1 est un cas de découverte.

Il porte sur le thème D1 – Principes fondamentaux du droit et leur application au secteur informatique.

Il peut être abordé en début de programme de droit de 1^{ère} année de BTS SIO ou être le fil conducteur de l'enseignement pendant plusieurs semaines.

Conformément à la méthode des cas (1), on peut l'aborder en trois phases:

1. une analyse, faite individuellement par les étudiants, qui aboutit au diagnostic de la situation ;
2. une discussion en petits groupes pour confronter les diagnostics, formuler et hiérarchiser les problèmes à résoudre, puis construire une solution ;
3. un cours, en séance plénière qui propose une solution efficace et conceptualise les savoirs (avec à l'appui d'autres documents éventuellement).

Vous trouverez quelques liens dans les éléments de correction.

(1)La méthode des cas utilise des problèmes tirés de la vie réelle et permet d'entraîner les élèves à aborder des situations concrètes « [...] particulièrement pour exercer leur esprit à effectuer un diagnostic, à poser correctement les problèmes, à rechercher les solutions qui répondent le plus complètement aux problèmes à résoudre, et à prévoir leur mise en œuvre en choisissant les moyens et en planifiant les actions» (2)

Guy, Serraf, Dictionnaire méthodologique du marketing, collection ADETEM marketing demain, Les Éditions d'Organisation, Paris, 1985.

Énoncé

Madame SYLVIE S. est une jeune femme habitant Bobigny (93000) depuis 25 ans. Il y a deux ans, elle a brillamment obtenu son brevet professionnel de coiffure.

Depuis, elle exerce son métier en coiffant sa famille, ses amis et les habitants de son quartier.

Aujourd'hui, elle souhaite créer son entreprise : **SYLVIE COIFFURES !**

Dans son salon (**document 1**), elle proposera tout type de coupes et de coiffures, pour hommes comme pour femmes. Elle souhaite surtout se spécialiser dans les coiffures africaines (tresses, couleurs adaptées à ce type de cheveux, défrisage, locks, twists, soins spécifiques, accessoires capillaires en plumes, fleurs ou coquillages...).

Pour développer son entreprise et accroître la notoriété de son salon sur Bobigny, elle envisage de créer un site vitrine ainsi qu'une page Facebook.

Après une courte recherche sur internet, Sylvie décide de vous en tant qu'expert.

En effet, Web Design (**document 2**) lui semble être une entreprise de qualité. Les exemples de sites réalisés par l'entreprise sont très convaincants : ils sont originaux et présentent une esthétique soignée ; la navigation y est simple et rapide et le référencement des sites plutôt satisfaisant.

Web Design est une jeune entreprise d'à peine huit années d'expérience mais qui commence à être bien connue dans le secteur de la création de sites et de pages Web sur Paris. Elle compte aujourd'hui 15 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 520 000 €.

Dès le premier contact, Sylvie a été rassurée. Web Design a mis à sa disposition une équipe de deux personnes pour s'occuper de son projet, un développeur (**vous**) et un graphiste.

Cette première réunion lui a permis de vous exposer ses idées, ses besoins, ses objectifs. En particulier, elle souhaite que le nom de domaine de son site corresponde au nom de son entreprise. Un cahier des charges récapitulatif a été établi puis l'équipe s'est mise au travail.

Un mois plus tard, Sylvie S retourne chez Web Design pour une deuxième rencontre. Vous faites le point avec elle. Dans un premier temps, vous lui présentez le site web. Elle en est très satisfaite.

Vous abordez ensuite la question de la page Facebook. Dans ce cadre, vous avez une mauvaise nouvelle à lui annoncer : il existe déjà une page « Sylvie S ».

En effet, il semble qu'une autre personne a déjà ouvert une page intitulée « Sylvie S ». Vous lui montrez la page en question : très mauvaise surprise ! La page contient des tags inappropriés, des commentaires déplacés sur des coiffures afro. La page contient même un lien hypertexte vers un site de paiement en ligne.

Très inquiète de cette découverte, Sylvie S. vous demande conseil.

Comprenant que cette page n'est pas le fait de votre cliente, vous décidez de lui donner un autre rendez-vous dans 15 jours. Entre temps, vous allez effectuer des recherches afin de lui proposer des solutions.

Votre travail sera organisé de la manière suivante :

- Mission 1 : Identification du problème de Sylvie S.
- Mission 2 : Recherches de solutions permettant de résoudre le problème de Sylvie S.

Vous avez effectué des recherches qui vous ont permis de réunir quelques documents (fournis dans les documents annexés). Vous préparez maintenant vos réponses pour Sylvie S.

Questionnement

Mission 1 : Identification du problème de Sylvie S.

À l'aide des documents 3 à 6, vous commencez par :

1. Présenter la définition juridique de l'identité.
2. Identifier les éléments composants l'identité d'une personne physique et ceux composant l'identité d'une personne morale.
3. Définir la notion d'identité numérique.
4. Repérer la spécificité de l'identité numérique par rapport à l'identité d'une personne et expliquer les risques.
5. Identifier le (ou les) problème(s) rencontré(s) par Sylvie S. lors de l'élaboration de sa page Facebook.
6. Exposer la sanction prévue par le droit face à ce type de comportement(s).

Mission 2 : Recherches de solutions permettant de résoudre le problème de Sylvie S.

Après avoir pris connaissance des documents 7 et 8, vous devez :

7. Résumer les faits (par ordre chronologique).
8. Exposer les arguments des parties : Omar S / Alexandre P.
9. Détails la solution du TGI : en précisant quelle partie obtient satisfaction, le fondement de la décision et les raisons pour lesquelles le TGI retient cette solution.
10. Déterminer dans quelle mesure ce jugement peut être utile à Sylvie S.
11. Présenter l'action en justice la plus adéquate pour régler le problème de Sylvie S. Quel type de preuve devra être apporté au juge ?

A l'aide de documents 9 :

12. Indiquer à Sylvie S les comportements les plus appropriés pour protéger son identité numérique à l'avenir et pour éviter tout conflit.

Documents

Document 1 : Situation du salon de Sylvie S :



Document 2 : Extraits du site de Web Design

Web Design
Entreprise de création de Site Web Professionnel sur mesure
Une équipe d'expert à votre service

Nous sommes à vos côtés à chaque étape de votre projet :

- Dépôt de nom de domaine, achat et choix de votre type d'hébergement
- Conception de site sur mesure : site vitrine, site auto-gérable
- Création de site de e-commerce et de boutiques en ligne
- Relookage de site internet et optimisation des pages
- Référencement sur les principaux moteurs de recherche
- Affichage de publicité en pop-up ou bandeau sur des sites partenaires
- Organisation de formation : bureautique, informatique, internet



Réalisation de site internet dans différents secteurs d'activité :

- Restaurateurs, cuisiniers, pâtissiers, traiteurs,
- Artisans et commerçants,
- Photographe, artistes, ...
- Environnement et développement durable,
- Sport, centre de remise en forme
- Instituts de beauté et de bien-être,
- Hôtels, gîtes ou chambres d'hôtes,
- Boutiques de vente en ligne
- Enseigne de la Grande distribution



**DEVIS GRATUIT
Cliquez ICI**

Une centaine de clients nous ont fait confiance.

En choisissant Web Design, vous choisissez

- Le **professionnalisme** et la **qualité** de travail
- Une approche **directe**, un **suivi** et un contact réactif
- Des **conseils** personnalisés sur votre communication et des actions à entreprendre
- Une **optimisation** de votre site pour un meilleur **référencement** naturel et une meilleure visibilité sur internet,
- L'accès à une **formation** adaptée à vos besoins

Document 3 : L'identité, définitions

Identité, nom féminin

- Sens 1 : Caractère de ce qui est identique. Synonyme équivalence Anglais identity
- Sens 2 : Ce qui détermine une personne ou un groupe. Anglais identity
- Sens 3 : Données qui déterminent chaque personne et qui permettent de la différencier des autres.

Source : <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/identite/>

IDENTITE, substantif féminin

A. – Caractère de deux ou plusieurs êtres identiques (identité qualitative, spécifique ou abstraite).
Synon : accord, coïncidence, communauté, similitude. Identité de nature, de raisons (Ac. 1935).
Identité de vue; montrer l'identité de.

B. – Caractère de ce qui, sous des dénominations ou des aspects divers, ne fait qu'un ou ne représente qu'une seule et même réalité (identité numérique, concrète).

Synon : consubstantialité, unité. Relation, rapport d'identité.

Ex : Des doutes sur l'identité de l'écriture de Dreyfus avec celle du bordereau (Clemenceau, Iniquité, 1899, p. 138).

C. – Caractère de ce qui demeure identique ou égal à soi-même dans le temps (identité personnelle).

Synon : permanence.

Ex : Vieil océan, tu es le symbole de l'identité : toujours égal à toi-même. Tu ne varies pas d'une manière essentielle (Lautréam., Chants Maldoror, 1869, p. 137). Le ruisseau garde son identité dans la diversité de sa forme. Il peut devenir lac ou torrent. La personnalité persiste dans le flux de la matière (Carrel, L'Homme, 1935, p. 227) :

D. – PSYCHOL. Conscience de la persistance du moi`` (DG). Perte de son identité, de l'identité du moi. Il s'opère des changements continuels en nous (...) et néanmoins nous avons toujours le sentiment de notre identité. Qu'est-ce donc qui atteste cette identité, si ce n'est le moi toujours le même (Staël, Allemagne, t. 4, 1810, p. 173). L'identité et l'unité du moi étant impliquée dans son existence dès le premier acte de mémoire (Cousin, Hist. philos. xviiie s., 1829, p. 433).

E. – DR. Ensemble des traits ou caractéristiques qui, au regard de l'état civil, permettent de reconnaître une personne et d'établir son individualité au regard de la loi. Constater, vérifier l'identité de qqn; attester, justifier (de) son identité; preuves de l'identité d'un inculpé; carte (nationale) d'identité; papier, photo, plaque d'identité; interrogatoire, vérification d'identité.

Ex : On n'a trouvé sur lui aucun papier qui permette d'établir son identité (Gide, Caves Vatican, 1914, p. 839). Un chien de campagne, sans race, sans collier, sans pièce d'identité (Giraudoux, Bella, 1926, p. 153). On m'a encore fait décliner mon identité (Camus, Étranger, 1942, p. 1185).

♦ Identité judiciaire. Service de la police judiciaire qui détient les fiches anthropométriques des personnes arrêtées. Les fiches de l'identité judiciaire semblent ne devoir rien révéler non plus de certain (Bernanos, Crime, 1935, p. 796).

F. – MATH

1. LOG., Relation (...) qu'ont entre eux deux termes identiques`` (Lalande 1968).

♦ Principe d'identité. Principe selon lequel une chose ne peut être elle-même et son contraire. Le sophisme de Diodore Kronos, c'est d'appliquer au futur soi-disant nécessaire le principe d'identité (Jankél., Je-ne-sais-quoi, 1957, p. 202).

2. MATH., Égalité entre deux quantités connues ou égalité entre des quantités inconnues, qui reste valable quelles que soient les valeurs prises par celles-ci`` (Uv.-Chapman 1956). Identité remarquable.

Source : <http://www.cnrtl.fr/definition/identit%C3%A9>

Document 4 : L'identité numérique



Un Avatar (informatique) est une forme d'identité numérique

Les réseaux sociaux et les blogs ont provoqué la prolifération des données personnelles sur le Web. Désormais, chaque utilisateur dispose et doit gérer une véritable « **identité numérique** » constituée des informations qu'il a rentré dans ses profils, de ses contributions (par exemple dans les blogs) et des traces qu'il ou elle laisse sur les sites Web visités...

L'utilisation du monde virtuel, l'évolution de l'internet offrant de plus en plus de services pour les particuliers, les entreprises et les gouvernements, amènent irrévocablement à se poser la question de la sécurité de l'information et plus particulièrement des données personnelles.

Les réponses à ces problématiques sont pluridisciplinaires et en particulier concernent les aspects:

- Techniques : Technologies à mettre en œuvre pour gérer l'identité.
- Légaux : Règles et lois régissant ce que l'on a le droit de faire.
- Sociaux et sociétaux : Usages et nouvelles pratiques dues à l'évolution de la société.
- Éducatifs : Éduquer les personnes sur la manière de bien gérer son identité en ligne.

Une définition de l'identité numérique pourrait s'écrire ainsi: *L'identité numérique est un lien technologique entre une entité réelle et une entité virtuelle*".

L'identité en ligne (l'exposition de soi)

Le Web social et en particulier l'arrivée du réseautage social en ligne, des blogs, mise en ligne sur YouTube, l'usage de WebCams, ont permis aux individus de se définir une identité en ligne ; celle-ci reflétant plus ou moins, dans ce contexte la façon dont ceux-ci sont perçus par les autres.

Les mises en œuvre de l'identité numérique sont diverses, par exemple :

- un individu pourra utiliser son profil pour se décrire, éventuellement tenter de bâtir une image favorable auprès des autres,
- un autre pourra souhaiter s'extérioriser à travers ses projets ou ses contributions à un projet,
- un troisième incarnera, via un avatar, un personnage dans un monde virtuel.

Une *cyber-identité* est appréciée par autrui, via :

- La présentation de l'individu par lui-même (*self-présentation*) ;
- L'observation des traces numériques d'usage et comportements de l'individu (par exemple le niveau de qualité, ou de collaborativité de ses contributions, illustrations, apports...) ;
- La « *réputation* » de l'individu et son *statut* (par exemple, dans le cas de Wikipédia, le système des lauriers (Barnstars) fournit un moyen d'avoir accès au jugement des autres).

Parmi les motivations à se définir en ligne, figurent :

- L'utilité de se présenter pour mieux communiquer, ou trouver des internautes ayant des compétences ou centres d'intérêts proches ou complémentaires,
- Le narcissisme et le désir d'attirer l'attention,
- Le désir d'augmenter sa visibilité et donc son capital social.

L'identité affichée en ligne n'est pas forcément ni l'identité réelle, ni toujours la même. Au contraire, la capacité à assumer des identités différentes est l'un des principaux attraits de l'identité numérique. Par exemple, des études ont montré que les participants dans les sites web de rencontres déformaient souvent la réalité à leur avantage. Certaines sociétés proposent même de vendre des « amis » à ajouter aux accointances de manière à augmenter sa visibilité.

Dimension technique

Concernant les aspects techniques, les technologies d'authentification et d'authefntification forte peuvent, par exemple, être mises en œuvre. D'autres mécanismes peuvent aussi être utilisés tels que les techniques d'anonymisation, l'utilisation de pseudonymes, les technologies de transparence. Ces technologies vont contribuer à établir un certain degré de confiance de la part des utilisateurs.

Identité numérique et cyber-guerriers

Afin d'améliorer une notoriété en ligne, des agences de cyber-guerriers proposent désormais à leurs clients d'examiner leur cyber-réputation et de la corriger. Leur travail consiste à reléguer le plus loin possible dans les pages recherchées les informations pouvant nuire, et positionner des informations de nature beaucoup plus positive partout sur internet grâce à des techniques de baronnages¹ sur réseau sociaux.

Source : Extrait Wikipédia

¹ Techniques de baronnage : une pratique consistant à favoriser la diffusion d'une information positive et favorable sur des supports qualitatifs et ciblés pour améliorer l'e-réputation de la personne concernée.

1. L'usurpation d'identité :

L'usurpation d'identité est le fait de prendre délibérément l'identité d'une autre personne vivante, généralement dans le but de réaliser des actions frauduleuses commerciales, civiles ou pénales, comme régulariser sa situation au regard de l'émigration, accéder aux finances de la personne usurpée, ou de commettre en son nom un délit ou un crime, ou d'accéder à des droits de façon indue. Il existe aujourd'hui des usurpations d'identité de personnes morales, c'est à dire d'individus qui créent de fausses filiales de sociétés existantes, dans le but de réaliser des escroqueries.

L'usurpation d'identité débute toujours par la collecte de renseignements personnels sur la victime. Les renseignements personnels peuvent être le nom, le numéro de téléphone, la date de naissance, la filiation, l'adresse, le numéro d'assurance sociale, le numéro de carte de crédit, le mot de passe de carte de crédit ou de débit ou toute autre information permettant d'identifier la personne. La victime de l'usurpation d'identité reste vivante, et possède donc la faculté de défendre ses droits.

Les usurpateurs utilisent ensuite ces informations pour effectuer une ou plusieurs transactions en simulant l'identité de la personne fraudée. Par exemple, un fraudeur peut : - ouvrir un compte bancaire et contracter des crédits dont il n'aura pas à assumer le remboursement, - ouvrir des lignes téléphoniques et ne jamais payer les communications, - retirer de l'argent du compte en banque de sa victime, - épouser une personne, avoir des enfants sans en assumer les responsabilités - toucher des indemnités en lieu et place du titulaire réel (retraite, allocations sociales, etc) - dissimuler sa responsabilité pénale - ne pas assumer les actes de la vie courante en se déresponsabilisant - etc.

2. Vol d'identité :

Le vol d'identité suppose un acte criminel connexe. La victime, décédée, n'est plus en mesure de recouvrer ses droits. Elle est généralement enterrée avec l'identité de quelqu'un d'autre. En cas de vol d'identité, on observe plusieurs types de cas : des usurpateurs prennent la place de la victime ou le cadavre de la victime sert à confirmer le décès d'une personne qui souhaite disparaître. Il ne faut donc pas confondre le vol d'identité et l'usurpation d'identité. Les cas sont rares mais ils existent : Jeanne d'Arc versus Jeanne des Armoises, Louis XVII versus Carl Wilhelm Naundorff, la grande duchesse Anastasia Romanov versus Franziska Schanzkowska, le tsarevitch Alexis Romanov versus Michael Goleniewski. A ce jour le cas le plus spectaculaire non encore résolu concerne Napoléon Bonaparte. Un historien français émet l'hypothèse que le corps présent dans le porphyre des Invalides serait en réalité celui de Jean-François Cipriani (fidèle serviteur de Napoléon décédé quelques jours plus tôt) et que Bonaparte se serait évadé de Sainte-Hélène pour finir sa vie aux Etats-Unis sous une fausse identité.

3. Substitution d'identité

La substitution d'identité est l'échange d'une identité avec une personne consentante, généralement en situation régulière sur un territoire. Il s'agit pour certains :

- d'être embauché sous une identité en règle (pas forcément réelle) au regard de l'administration, et de travailler à plusieurs sous cette identité,
- de passer un examen à la place du titulaire (c'est ce que font souvent les jumeaux),
- de passer une visite médicale d'aptitude ou de réforme à la place du titulaire.

On estime que cela représente de 1 à 7% des embauches selon les secteurs. Les secteurs les plus touchés par cette infraction sont le nettoyage, la restauration, le BTP.

4. Usage d'identité fictive

L'usage d'une identité fictive, c'est utiliser une identité qui n'existe pas, en principe. L'identité fictive est en voie de disparition, car elle est facile à détecter. Si elle a constitué 80% des cas dans les années 1980/1990, elle a été abandonnée par les réseaux criminels, étant facilement détectable.

Document 6 : Extraits de la Loi LOPPSI II du 14 mars 2011

Article 2 de la LOPPSI II modifie le code pénal :

Article 226-4-1 :

« Le fait d'usurper l'identité d'un tiers ou de faire usage d'une ou plusieurs données de toute nature permettant de l'identifier en vue de troubler sa tranquillité ou celle d'autrui, ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

Cette infraction est punie des mêmes peines lorsqu'elle est commise sur un réseau de communication au public en ligne. »

Article 226-7 (Modifié par LOI n°2009-526 du 12 mai 2009)

« Les personnes morales déclarées responsables pénalement, dans les conditions prévues par l'article 121-2, des infractions définies à la présente section encourrent, outre l'amende suivant les modalités prévues par l'article 131-38 :

1. L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer directement ou indirectement l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise ;
2. L'affichage ou la diffusion de la décision prononcée, dans les conditions prévues par l'article 131-35. »

Article 131-38 (Modifié par Loi n°2004-204 du 9 mars 2004) -.

« Le taux maximum de l'amende applicable aux personnes morales est égal au quintuple de celui prévu pour les personnes physiques par la loi qui réprime l'infraction. »

Article 131-39 (Modifié par LOI n°2010-768 du 9 juillet 2010)

« Lorsque la loi le prévoit à l'encontre d'une personne morale, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs des peines suivantes :

- 1° La dissolution, lorsque la personne morale a été créée ou, lorsqu'il s'agit d'un crime ou d'un délit puni en ce qui concerne les personnes physiques d'une peine d'emprisonnement supérieure ou égale à trois ans, détournée de son objet pour commettre les faits incriminés ;
- 2° L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, d'exercer directement ou indirectement une ou plusieurs activités professionnelles ou sociales ;
- 3° Le placement, pour une durée de cinq ans au plus, sous surveillance judiciaire ;
- 4° La fermeture définitive ou pour une durée de cinq ans au plus des établissements ou de l'un ou de plusieurs des établissements de l'entreprise ayant servi à commettre les faits incriminés ;
- 5° L'exclusion des marchés publics à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus ;
- 6° L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, de procéder à une offre au public de titres financiers ou de faire admettre ses titres financiers aux négociations sur un marché réglementé ;
- 7° L'interdiction, pour une durée de cinq ans au plus, d'émettre des chèques autres que ceux qui permettent le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés ou d'utiliser des cartes de paiement ;
- 8° La peine de confiscation, dans les conditions et selon les modalités prévues à l'article 131-21 ;
- 9° L'affichage de la décision prononcée ou la diffusion de celle-ci soit par la presse écrite, soit par tout moyen de communication au public par voie électronique ;

10° La confiscation de l'animal ayant été utilisé pour commettre l'infraction ou à l'encontre duquel l'infraction a été commise ;

11° L'interdiction, à titre définitif ou pour une durée de cinq ans au plus, de détenir un animal ; La peine complémentaire de confiscation est également encourue de plein droit pour les crimes et pour les délits punis d'une peine d'emprisonnement d'une durée supérieure à un an, à l'exception des délits de presse.

Les peines définies aux 1° et 3° ci-dessus ne sont pas applicables aux personnes morales de droit public dont la responsabilité pénale est susceptible d'être engagée. Elles ne sont pas non plus applicables aux partis ou groupements politiques ni aux syndicats professionnels. La peine définie au 1° n'est pas applicable aux institutions représentatives du personnel.

Lorsqu'il s'agit d'un crime pour lequel aucune peine d'amende n'est prévue à l'encontre des personnes physiques, l'amende encourue par les personnes morales est de 1 000 000 Euros. »

**Document 7 : Tribunal de Grande Instance de Paris 17ème chambre civile
Jugement du 24 novembre 2010 Omar S. / Alexandre P. (Extrait)**

FAITS ET PROCEDURE

Par acte du 28 octobre 2009, Omar S. a fait délivrer à Alexandre P. les conclusions récapitulatives signifiées le 15 juin 2010, aux termes desquelles il demande au tribunal, au visa des articles 8 à 10 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que de l'article 9 du code civil, de :

- dire qu'Alexandre P. a porté atteinte à sa vie privée et à son droit à l'image, en créant et en mettant en ligne sur le site www.facebook.com un "faux profil" sous le nom d'Omar S.,
- condamner Alexandre P. à lui payer la somme de 10 000 € à titre de dommages et intérêts à titre indemnitaire en réparation de l'atteinte portée à sa vie privée et celle de 6 000 € en réparation de celle commise à l'encontre de son droit à l'image,

Vu les conclusions signifiées le 7 septembre 2010 par Alexandre P. demandant au tribunal de débouter 2Omar S. de toutes ses demandes et de le condamner à lui payer la somme de 5 000 €, faisant valoir d'une part qu'il n'est pas l'auteur de l'usurpation d'identité dont Omar S. a été victime et d'autre part que le préjudice dont se plaint le demandeur est tout à fait minime.

Vu l'ordonnance de clôture rendue le 15 septembre 2010,

DISCUSSION

Exposant qu'une personne usait de son identité sans son autorisation sur le site de réseau social accessible à l'adresse <http://www.facebook.com> et que de nombreuses personnes, croyant être en présence de la page de son site, s'y étaient présentées comme étant ses amis et que les informations personnelles ainsi que les photographies ainsi diffusées étaient constitutives d'atteintes à sa vie privée et à son droit à l'image, Omar S. dit Omar, auteur, artiste interprète et comique connu grâce notamment au duo humoristique "Omar et Fred" sur Canal +, a, par assignation du 27 février 2009, saisi le tribunal aux fins que soit ordonné à la société Facebook de lui communiquer "les données de nature à permettre l'identification" de la personne ayant publié sous son identité la page accessible à l'adresse sus mentionnée et de suspendre la représentation de son profil jusqu'à ce qu'il soit statué sur le fond.

La société Facebook Inc. a alors indiqué que l'adresse IP de la personne ayant publié sous l'identité d'Omar S. la page litigieuse était "IP XXX.XXX.XXX.XXX" et que son email était xxx@gmail.com.

Cette adresse ayant permis d'établir qu'il s'agissait de celle d'une personne ayant souscrit un abonnement auprès du fournisseur d'accès Free, le demandeur a été autorisé par ordonnance du 28 avril 2009 du président de ce tribunal, à se faire communiquer par la société Free les noms, prénoms, adresses, numéros de téléphone, adresses électroniques et/ou dénominations sociales de la personne ayant souscrit un abonnement identifié par l'adresse sus visée. Par courrier du 11 mai 2009, la société Free a indiqué que l'utilisateur de l'adresse IP XXX.XXX.XXX.XXX était Alexandre P.

Pour soutenir qu'il ne serait pas l'auteur de l'usurpation litigieuse et de la mise en ligne sur Facebook d'un "faux profil" d'Omar S., Alexandre P. évoque une "étude approfondie" de l'UFC que Choisir aux termes de laquelle "modifier son adresse IP ou usurper celle d'un tiers était à la portée de tous" et fait état d'un arrêt de la cour d'appel de Paris du 15 mai 2007 ayant retenu que "la série de chiffres (formée par l'adresse IP) ne constitue en rien une donnée nominative relative à la personne dans la mesure où elle ne se rapporte qu'à une machine et non à la personne qui utilise l'ordinateur pour se livrer à la contrefaçon.

[...] Toutefois, le simple fait d'évoquer des expertises diligentées par une association de défense de consommateurs pour affirmer que l'usurpation d'une adresse IP est un jeu d'enfant et qu'il ne faut lui attribuer aucune valeur probatoire, ne permet pas, en l'absence de tout autre élément de preuve, de retenir que le bénéficiaire d'une adresse IP n'est pas son utilisateur.

En l'espèce, Alexandre P. n'établit, ni même n'allège qu'un tiers aurait utilisé sans son accord son ordinateur ou que l'adresse IP qui lui était attribuée aurait été frauduleusement détournée, étant précisé que la preuve d'une telle usurpation aurait pu être rapportée en examinant notamment l'ordinateur émetteur. Il convient en conséquence de retenir qu'Alexandre P., qui ne conteste pas être le propriétaire de l'ordinateur auquel l'adresse IP XXX.XXX.XXX.XXX a été attribuée par son fournisseur d'accès Free, est l'auteur de la mise en ligne litigieuse.

Par ailleurs, aux termes du procès verbal de l'expertise "Celog" établi le 18 février 2009, le "faux profil" d'Omar S. sur le site Facebook, illustré d'une photographie du demandeur et comportant une rubrique "photos" contenant cinq autres clichés de l'humoriste, seul ou avec son partenaire Fred T., contient les commentaires qu'il est censé avoir mis en ligne ainsi que les réponses de ses "amis" qui ont accédé au site en croyant s'adresser à lui. Omar S. fait valoir que cette mise en ligne d'un faux profil constitue un "avatar fictif qui parasite sa vie privée" en précisant qu'outre l'atteinte portée à sa vie privée, les pages internet litigieuses ont également violé son droit à l'image.

Toute personne, quelle que soit sa notoriété, a droit, en application de l'article 9 du code civil, au respect de sa vie privée et est fondée à en obtenir la protection en fixant elle-même les limites de ce qui peut être divulgué à ce sujet. Toute personne dispose également, en application du même texte, d'un droit exclusif qui lui permet de s'opposer à la reproduction de son image, sans son consentement préalable.

Ces droits qui découlent également de l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales peuvent toutefois céder devant les nécessités de l'information du public et de la liberté d'expression, consacrées par l'article 10 de la même Convention, dans le cadre de l'équilibre qu'il revient au juge de dégager entre ces principes d'égale valeur dans une société démocratique.

En l'espèce, s'il est exact que les prénom et nom du demandeur ainsi que sa date de naissance sont des éléments d'identité ne relevant pas de la vie privée, en revanche aucun élément ne justifiait que les informations concernant ses goûts ainsi que le nom de certains de ses amis soit portées à la connaissance du public. De la même façon, le défendeur ne pouvait, sans le consentement du demandeur, publier des photographies de celui-ci pour illustrer un site portant atteinte à sa vie privée.

Il résulte de l'ensemble de ces éléments, que Alexandre P. a, par la mise en ligne du faux profil d'Omar S. dit Omar, non seulement porté atteinte à sa vie privée mais aussi à son droit à l'image. Cette seule constatation ouvre droit à réparation, l'étendue du dommage étant appréciée en fonction de la nature des atteintes, ainsi que des éléments invoqués, contradictoirement débattus par les parties.

DECISION

Statuant publiquement et en premier ressort ;

- Dit qu'Alexandre P., en mettant en ligne sur le site www.facebook.com un "faux profil" d'Omar S. dit Omar, a porté atteinte à la vie privée et au droit à l'image de celui-ci ;
- Condamne Alexandre P. à payer à Omar S. dit Omar la somme totale de 1500 € (500 € pour l'atteinte à la vie privée et 1000 € pour la violation du droit à l'image), à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice en résultant, ainsi que la somme de 1500 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;
- Condamne Alexandre P. aux entiers dépens.

Source : http://www.legalis.net/spip.php?page=jurisprudence-decision&id_article=3042

Document 8 : Tableau de l'organisation judiciaire

		PREMIER DEGRÉ	SECOND DEGRÉ	
		Tribunaux	Affaires jugées	
J U D I C I A I R E	c i v i l p e n a l	Tribunal de grande instance	affaires civiles qui ne sont pas jugées par les tribunaux spécialisés (divorce, adoption)	
		Tribunal d'instance	tutelle, loyers, etc ... et affaires civiles jusqu'à 4 573 euros (30 000 F)	
		Tribunal de commerce	affaires entre commerçants ou relatives aux actes de commerce	
		Conseil de prud'homme	affaires nées à l'occasion des contrats de travail ou d'apprentissage	
		Tribunal paritaire des baux	affaires liées de l'application du bail rural	
		Tribunal des affaires de sécurité sociale	litiges avec les organismes de sécurité sociale (maladie, retraite, etc ...)	
		Tribunal de police	contraventions, infractions les moins graves passibles d'amende	
Administratif		Tribunal correctionnel	délits, infractions que la loi punit de peine d'amende, d'emprisonnement (10 ans au plus) et d'autres peines	
		Cours d'assises	crimes, infractions les plus graves	
		Cour d'appel	Cour de cassation	
		réexamine une affaire déjà jugée par un tribunal	ne juge pas l'affaire elle-même, mais vérifie si les lois ont été appliquées correctement par les tribunaux et les cours d'appel	
		Cour administrative d'appel	Conseil d'État	
		réexamine une affaire déjà jugée par un tribunal administratif	réexamine une affaire jugée par les autres juridictions administratives et statue directement sur la légalité de certains actes administratifs particuliers	

Source : http://www.val-d-oise.equipement.gouv.fr/article.php3?id_article=348

Document 9 : Identité numérique : neuf règles simples pour contrôler son image sur internet

L'identité numérique reste un concept assez flou pour la plupart des internautes. Or il est seulement question de contrôle de l'image et de la réputation, selon les mêmes règles que celles que nous appliquons dans notre vie courante. Pas besoin d'être un expert, donc, pour observer ces neuf règles simples qui devraient normalement vous aider à mieux maîtriser votre image sur internet :

1 – Enregistrez vite votre nom de domaine.

Comme chacun possède sa carte d'identité, chaque internaute devrait avoir son propre nom de domaine sur internet, idéalement composé de son prénom et de son nom, et si possible dans les principales extensions, de préférence sous la forme prenomnom.com ou prenom-nom.com (ou .fr ou .net ou autre). L'enregistrement d'un nom de domaine est aujourd'hui une formalité aussi simple que l'envoi d'un mail, et donc à la portée de tous. Les tarifs ont aussi considérablement baissé, et vous pouvez réserver un nom sur plusieurs années pour quelques dizaines d'euros. Pensez surtout à enregistrer celui de vos enfants, ça leur servira un jour.

Avantages : personne ne pourra vous subtiliser votre nom, et vous préparez le terrain pour un bon positionnement de celui-ci dans Google.

2 – Créez une page web personnelle avec les éléments positifs et publics de votre vie.

Tant qu'à avoir enregistré votre nom de domaine, autant capitaliser sur celui-ci en le faisant pointer sur votre CV simplifié, dans lequel vous consignez de façon claire et synthétique quelques trucs sur votre vie : job, compétences, en restant très évasif sur tout ce que vous considérez comme personnel (cette notion étant très variable selon les individus). Vous avez rarement l'occasion de parler de vous, c'est le moment : faites-vous briller. Avec modération et sans mentir, mais sans complexes non plus.

Avantages : alimenter en contenu et mettre régulièrement une page web à jour est très bon pour le référencement dans Google. Autant faire apparaître en premier dans les résultats un contenu qui vous appartient et sur lequel vous avez un total contrôle.

3 – Créez-vous un pseudonyme facilement identifiable et utilisez toujours le même.

Vous participez, en toute transparence bien sûr, à des discussions, forums, commentaires sur les blogs, et pour les plus geeks, à Twitter et autres réseaux sociaux ? Si vous n'avez pas l'intention de tenir des propos compromettants, renforcez votre identité numérique en utilisant un pseudo qui évoque directement votre vraie identité. Vous aurez tout à y gagner en matière de réputation, notamment si un futur employeur (ou une future conquête amoureuse) s'amuse à faire une recherche sur votre nom dans Google, sait-on jamais.

Avantages : vous pouvez retrouver plus facilement la trace de vos contributions sur le web, et montrer que vous dites des choses intelligentes, parfois. Cela peut également éviter qu'un usurpateur emprunte votre pseudo sur les forums qui vous tiennent à cœur.

4 – Demandez un droit de rectification aux sites qui diffusent une mauvaise image de vous.

Si des propos, une photo ou une vidéo, peu avantageux de vous sont diffusés sur un site, vous pouvez demander à ce que ce contenu soit retiré. Faites-le à l'amiable. Avec les webmasters de bonne foi cela se passe généralement sans heurts. Si ce n'est pas le cas, alors vous pouvez utiliser une procédure plus contraignante, mais gare à l'effet rebond sur votre e-réputation : allez-y avec fermeté, mais courtoisie.

Avantages : vous pouvez au moins espérer désamorcer des conflits ou des malentendus par le dialogue, et en même temps montrer que vous entendez vous faire respecter.

5 – Demandez à Google de désindexer des pages portant atteinte à votre réputation.

Contrairement à une idée reçue, il y a des humains chez Google, et vous pouvez les contacter pour leur signaler un contenu malveillant, notamment à votre encontre. Rien ne garantit que Google, qui est seul juge au final, ne s'exécute puisqu'il n'est pas responsable des contenus indexés, mais ça

vaut toujours la peine de tenter le coup, même s'il faut pour cela s'adresser directement au service juridique de Google, à Mountain View, California, USA. Au mieux Google supprimera la page en question de son index, ce qui est déjà énorme : une page non indexée est une page qui n'existe pratiquement plus.

Avantages : nettoyer un peu les casseroles qui traînent sur vous dans Google.

6 – Soyez vigilants sur le marquage de photos dans Facebook.

Le marquage (ou taggage) est une fonction dans Facebook qui consiste à mettre un nom sur un visage, tout simplement. Une fois une photo taggée avec votre nom, même compromettante, même publiée sans votre accord, même si ce n'est pas vous sur la photo, il sera très facile de vous retrouver. Pourtant, toute publication d'une photo incluant d'autres personnes que celle publiant la photo devrait être soumise à autorisation préalable des personnes concernées. Votre seul recours est alors de supprimer le marquage vous concernant, ou de demander à la personne publiant cette photo de la supprimer. Pour cela il est indispensable de savoir si vous êtes marqué sur une photo et donc d'activer la notification dans votre profil (elle l'est par défaut) : Paramètres > Compte > Notifications > Photos.

Avantages : Éviter que votre futur employeur ne vous découvre ivre dormant dans votre vomi la veille d'un entretien d'embauche.

7 – Utilisez des systèmes d'alerte sur mots-clés.

Le meilleur moyen de contrôler sa réputation et d'être informé sur ce qui se dit sur vous et de vous est encore de poser des micros et des caméras partout. Traduit en termes web, cela revient à souscrire à un système d'alertes comme Google Alerts par exemple : <http://www.google.fr/alerts>. Sur Google Alerts vous saisissez les mots-clés sur lesquels vous souhaitez être alertés ainsi que la fréquence des alertes, et vous recevez celles-ci par email, avec les liens pointant directement sur les sites traitant les mots-clés en question. Redoutablement efficace en termes de surveillance, mais peut vite devenir pénible et intrusif. A utiliser avec parcimonie, sinon vous risquez de sombrer dans la paranoïa.

Avantages : vous avez d'un coup de très grandes oreilles.

8 – Vérifiez votre profil public sur Facebook.

Au-delà des réglages de confidentialité qu'il est vivement conseillé de paramétrier le plus finement possible en vous rendant dans Paramètres > Confidentialité, il existe dans Facebook deux fonctions très simples et assez rassurantes qui vous permettent de voir ce que voient les autres de vous. Tout d'abord ce que voient ceux qui ne sont pas inscrits sur Facebook, soit votre profil public tel qu'il est indexé dans les moteurs de recherche. Toujours dans Paramètres > Confidentialité, vous pouvez cocher la case en bas de page « Créez un profil public ». Copiez l'url de ce profil et collez-là dans un navigateur avec lequel vous n'êtes pas connecté à Facebook (ou déconnectez-vous) : vous verrez exactement ce que voit Google et les internautes de passage. Ensuite, une autre fonction vous permet de voir ce que voient vos amis, à savoir votre profil tel qu'ils le visualisent. Il suffit pour cela de vous rendre sur Paramètres > Confidentialité > Profil et de compléter le champ en haut marqué « Visualisez votre profil tel qu'il est vu par un(e) ami(e) » avec le nom d'un(e) ami(e), et vous verrez ce que voit l'ami(e) en question.

Avantages : vous montrez ce que vous voulez à qui vous voulez.

9 – Pensez à protéger vos données personnelles depuis le déploiement de la nouvelle version de Facebook (Open Graph)

On pourrait bien sûr faire un livre avec seulement les différentes façons de gérer ou verrouiller son identité numérique sur Facebook, mais il y a des mises à jour qui comptent plus que d'autres. Facebook a publié mi-avril 2010 son fameux Open Graph, qui regroupe un ensemble de fonctionnalités visant à agrégner le contenu des sites web et à les mettre en relation avec le profil des internautes. Pour faire simple, et sans sombrer dans un excès de paranoïa, si vous êtes connecté à

otre compte Facebook et que vous visitez des sites affichant le petit bouton « J'aime » (ou « Like » en anglais), vous êtes tracé par Facebook dès que vous cliquez sur ce bouton.

Pour éviter que vos données de navigation ne soient divulguées publiquement à l'insu de votre plein gré, et empêcher tout profiling non souhaité, vous avez intérêt à régler une fois pour toutes vos paramètres de confidentialité. Pour cela allez dans Compte -> Paramètres de confidentialité, puis cliquez sur Applications et sites web. Décochez ensuite la case en bas de page qui autorise la personnalisation avancée puis confirmez quand la fenêtre de validation apparaît. Enfin, modifiez les paramètres apparaissant dans « Ce que vos amis peuvent partager à propos de vous ». A vous de déterminer ce que vous voulez laisser apparaître. Si vous voulez être vraiment tranquille et blinder au maximum, décochez tout. N'oubliez pas de cliquer sur « Enregistrer les modifications » sinon ça ne modifiera pas grand chose.

Et maintenant vous n'avez plus d'excuses : protégez vos arrières.

Source : <http://www.presse-citron.net/identite-numerique-10-regles-simples-pour-controler-son-image-sur-internet>